



## Réunion du groupe-pays Mali

Le 12 mai 2011 à Cités Unies France

### Dates à retenir pour 2011 :

Décembre 2011 (date à préciser) :

Assises de la coopération décentralisée à Bamako

### Compte-rendu

- Situation sécuritaire au Sahel: interventions de M. Bah, Président de l'Association des Municipalités du Mali (AMM) et de messieurs Mohammed Askia et Gaoussou Diarrah respectivement vice consul et conseiller économique à l'ambassade du Mali en France
- Priorités de l'Association des Municipalités du Mali (AMM)
- Eléments de réflexion sur la formation des élus, agents et techniciens au Mali

### Annexes disponibles :

- Document d'orientation de la DAECT sur les contraintes de sécurité et la poursuite de la coopération décentralisée au Sahel (avril 2011)
- Inventaire non exhaustif des coopérations existantes dans le domaine de la formation des élus
- Compte rendu de la réunion du groupe Santé Mali du 05 avril 2011

## Introduction

Après un tour de table consistant en une brève présentation de chaque participant ainsi qu'un état des lieux des différentes coopérations, Guy-Michel Chauveau, président du groupe-pays Mali de Cités Unies France, remercie particulièrement pour leur présence :

- Messieurs Mohammed Askia, vice-consul et Gaoussou Diarrah, conseiller, représentant l'Ambassade du Mali en France
- Messieurs Boubacar Bah président et Boubacar Traoré, responsable du service programme, représentant l'Association des Municipalités du Mali (AMM).

Par ailleurs, Laura Lionnet en charge de la coopération décentralisée au SCAC (excusée) et l'équipe du pôle Afrique de Cités Unies France sont saluées pour le travail de fond ayant permis la tenue de cette réunion.

### 1/ Situation sécuritaire au Sahel: échanges avec les représentants de l'Ambassade du Mali en France et de l'Association des Municipalités du Mali (AMM)

M. Bah salue dans un premier temps le fait que désormais, chaque région du Mali dispose de correspondants français dans le cadre de la coopération décentralisée.

Le contrôle de la bande de passage sahélienne ne dépend pas uniquement du Mali. Au niveau de la sous-région, il paraît important que l'Algérie collabore avec le Niger et la Mauritanie, afin d'envisager une intervention externe ; la résolution de ce conflit est également du ressort de la communauté internationale. « *Al Qaïda n'est pas limité à un pays* » et beaucoup d'autres pays sont aujourd'hui touchés par des attentats, sans pour autant que leurs relations interétatiques n'en pâtissent.

Le gouvernement français ayant récemment pris des dispositions concernant le zonage du Mali, de nombreuses incohérences sont pointées par les participants ; il serait souhaitable que le quai d'Orsay associe les gouvernements des pays concernés, préalablement aux changements de zonage.

Quant à la sortie de la zone rouge, il s'agit d'une opération délicate à laquelle personne ne semble prêt à s'atteler. Prendre le risque de remettre le Mali en zone verte revient à assumer la responsabilité juridique en cas de problèmes sécuritaires ultérieurs.

De nombreuses collectivités ont fait part de leur inquiétude concernant la suite de leurs coopérations : bien que soucieuses d'éviter des surréactions/surprotections, leur responsabilité reste engagée lors des déplacements.

Notons que le gouvernement malien a investi environ 12 millions de dollars pour lutter contre le trafic de drogue et renforce sa présence militaire pour sécuriser le nord du pays.

M. Bah invite les collectivités à ne pas considérer l'intégralité du Mali comme une zone à risque et bien que conscient des risques dans certaines régions du Mali, il tient à tempérer la situation et insiste sur le fait qu'interrompre les coopérations laisserait « la place à ceux qui n'ont que le verbe ». La solidarité est prioritaire; et rompre le dialogue n'encouragera pas la paix.

Le ministre des affaires étrangères malien s'est exprimé récemment en France : il souhaite un engagement régional entre le Mali, le Niger et la Mauritanie<sup>1</sup>.

Sarah de Rekeneire (CUF) rappelle les différentes alternatives prises par le MAEE afin d'aider/encourager la poursuite des coopérations engagées<sup>2</sup>.

Concernant les rapatriements des volontaires internationaux, France Volontaires, Cités Unies France et d'autres structures oeuvrent à trouver des alternatives avec le ministère, visant à amoindrir les effets d'une telle décision. En ce sens, Pierre Daniel de France Volontaires rappelle que 25 VSI ont dû être rapatriés suite à une décision du ministère. Le président de France Volontaires revient d'un voyage au Mali et au Niger, lors duquel il a pu expliquer à ses homologues que cette décision n'était pas de son ressort.

Le point positif de cette rencontre réside dans le fait que tous les acteurs souhaitent réellement sortir de cette crise. Les assises de la coopération décentralisée souhaitées par l'AMM pourraient en ce sens montrer la détermination de chacun à poursuivre les partenariats.

---

<sup>1</sup> NB : Au cours de la seconde rencontre des villes partenaires de Bamako qui se déroulera à Angers les 26 et 27 mai prochains, le ministre de la coopération malienne interviendra sur ce sujet.

<sup>2</sup> Annexe 1 : Document d'orientation de la DAECT sur les contraintes de sécurité et la poursuite de la coopération décentralisée au Sahel (avril 2011)

## 2/ Priorités de l'Association des Municipalités du Mali (AMM)

Le nouveau gouvernement malien a été instauré le 29 avril 2011 ; la nouvelle équipe de l'AMM attend de celui-ci une amélioration de la gouvernance ainsi qu'une accélération des transferts de compétences au profit des autorités locales. Pour l'AMM, ce qui ne dépend pas du domaine régalien de l'Etat doit être géré en totalité par les collectivités territoriales maliennes (régions, cercles ou communes). Pour cela, la maîtrise des comptes locaux est, entre autres, nécessaire.

La réflexion actuelle de l'AMM consiste à savoir comment rendre effectif le pouvoir local ; les collectivités françaises peuvent être d'une grande aide pour atteindre cet objectif.

L'AMM souhaite organiser de nouvelles assises de la coopération décentralisée à Bamako en décembre 2011, en associant l'ensemble des collectivités partenaires hors du pays (en France et en Europe, en Amérique du Nord et du Sud, en Asie, en Afrique. Elles se dérouleraient sur trois jours et permettraient de faire le bilan de l'évolution de la coopération décentralisée des dix dernières années.

### Parmi les thèmes proposés:

- La coopération décentralisée transfrontalière comme vecteur d'intégration
- La coopération décentralisée, migration et co-développement
- Expériences croisées de coopérations décentralisées et leurs impacts sur le développement économique local

L'objectif de ces assises est de travailler à une plus grande visibilité des coopérations et montrer leur plus value.

L'AMM montre également une réelle volonté de travailler sur les échanges culturels qui favoriseraient la coopération (exemple de l'entente entre Dogons et Touaregs). Un réseau de collectivités maliennes pour la promotion du patrimoine a en ce sens été créé, grâce à un financement de l'Union Européenne. La culture est ainsi vue comme un vecteur de développement.

La tenue de ces assises aura certainement lieu la première quinzaine de décembre. Des précisions seront données dans le courant du mois de juillet.

### 3/ Réflexion sur la formation des élus, agents et techniciens au Mali

Le Mali est un Etat fragile dans lequel perdurent de nombreux volets identitaires.

Dans ce contexte, organiser des formations transfrontalières à l'endroit de certaines communautés (comme il avait été proposé en faveur des Touaregs) ne paraît pas être une solution pertinente puisque, rappelons qu'il y a déjà eu auparavant une tentation de former un Etat réunissant les Touaregs du Niger, du Mali et d'Algérie.

Les formations devraient plutôt aller dans le sens d'une politique intégrative des différentes communautés et régions du Mali.

Sarah de Rekeneire revient sur sa mission à Bamako, fin mars, durant laquelle elle a rencontré les membres du Centre malien de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT) et la GIZ (ancienne GTZ) qui coopèrent déjà.

L'ouverture d'un partenariat aux collectivités territoriales engagées en coopération décentralisée et désireuses d'agir dans le domaine de la formation a été évoquée. D'un point de vue économique, hormis les grandes collectivités, une collectivité n'aura pas forcément les moyens de monter un programme de formation. Il faut donc privilégier la mutualisation, comme cela se fait au Niger.

Au côté du CFCT, il existe des centres de formation régionaux antérieurs à celui-ci. Le problème s'est posé de savoir comment coordonner le travail de chacun ; il apparaît que des difficultés persistent pour décentraliser effectivement les formations.

#### Trois questions se posent :

- Qui former ?
- Comment former ?
- Pourquoi former ?

Selon Boubacar Bah, un élu a la capacité d'avoir une vision d'ensemble et de la mettre en mouvement. Il n'a donc pas besoin d'autres formations que celles relatives à l'animation et à la conception.

Un conseiller communal est formé pour une maîtrise de gestion d'ensemble. Il assume les responsabilités et compétences qui lui sont déléguées.

Enfin, l'agent technique est formé en tenant compte de son milieu social (exemple de l'état civil : comment faire face à un milieu dans lequel la population est itinérante ?).

Il est à noter qu'afin d'assurer de bonnes formations, les formateurs eux-mêmes doivent être compétents et bien formés. De plus, le Mali semble aller vers un transfert de compétences et de ressources toujours plus important, d'où l'enjeu de faire coïncider les formations avec les nouvelles compétences transférées (exemple de l'eau).

Il est à juste titre rappelé qu'il s'agit bien plus d'accompagnement à la décentralisation que de formations au sens strict du terme, puisqu'il ne s'agit évidemment pas de calquer le modèle français sans tenir compte des spécificités culturelles, économiques, sociales, géographiques. En ce sens, les échanges sud/sud sont à favoriser et à encourager.

Le pôle Afrique de Cités Unies France propose aux collectivités territoriales intéressées de participer à un groupe de de travail avec le CFCT et l'AMM, afin d'envisager un accompagnement à long terme, étudier les modules de formation existants, prendre en compte le suivi post formation/évaluation...<sup>3</sup>

Les collectivités territoriales et structures intéressées sont invités à nous contacter.

#### **4/ Divers**

##### **➤ Point sur le Forum de la coopération décentralisée les 7 et 8 juillet 2011**

Dans le cadre de la deuxième édition de ce forum, le pôle Afrique de CUF a en charge, pour certaines avec d'autres pôles de CUF, la préparation de plusieurs conférences :

- « Coopération décentralisée et santé en Afrique subsaharienne »
- « L'énergie dans la loi Oudin Santini »
- « Les services publics de proximité en Afrique : quand l'offre rencontre la demande »
- « La coopération décentralisée avec l'Afrique centrale et les pays des grands lacs »
- « La micro finance, les collectivités territoriales et la coopération décentralisée » (annulée)

NB : Actualisation après le forum :

---

**<sup>3</sup>Annexe 2 : non exhaustif des coopérations existantes dans le domaine de la formation des élus**

Vous trouverez un communiqué de presse et le programme général du forum sur le site de Cités Unies France: <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1227>

De, plus, le pôle Afrique travaille actuellement sur les synthèses des conférences qu'il a organisées ou coorganisées, pour une diffusion avant fin septembre.

### ➤ **Activités du Groupe Santé Mali**

Le 05 avril dernier s'est tenue une réunion du groupe Santé Mali dans les locaux de CUF.

Avec la fin du PCSM en juillet 2009 et les contacts plus que sporadiques entretenus depuis avec le Groupe pivot au Mali, la question de la persistance du groupe santé Mali en France s'est posée.

La volonté du pôle Afrique a donc été de remobiliser les différents acteurs intéressés par la thématique afin d'échanger des informations et projets et redonner ainsi une impulsion au groupe.

Trois projets ont ainsi été présentés :

- Projet Bamako - Ouaga renforcement des communes pour une politique de santé : ville de Paris
- Projet Fenascom de Terre des Hommes France
- Projet sur la réinsertion de femmes victimes de fistules obstétricales de la SMARA

Vous trouverez le compte rendu en annexe.

Pour toute information complémentaire, merci de vous adresser à :

Astrid Frey et Sarah de Rekeneire

01 53 41 81 96/86 83

[a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

[s.derekeneire@cites-unies-france.org](mailto:s.derekeneire@cites-unies-france.org)

### Conclusion

Le pôle Afrique de Cités Unies France remercie ses adhérents pour leur participation massive à cette réunion., L'importance de l'adhésion est rappelée pour un meilleur suivi des coopérations engagées, et l'efficacité de telles réunions.

\*\*\*\*\*

*Compte-rendu rédigé par Clémentine de Staal*

<p><b>Liste non exhaustive de coopérations répertoriées en matière de formations des élus :</b></p>
---

**CR Ile de France/ Kayes**

3 sessions de formations des élus locaux en 2008

Aix en Provence/ Bamako Commune V :

Formation dans le domaine de la gestion urbaine (aspects administratifs, financiers et techniques)

**Communauté d' agglomération d'Evry Centre Essonne/Commune de Kayes**

Renforcements des services municipaux (formation du personnel aide à la mise en place de structures de concertation dans les quartiers de la ville (formation des membres)

**Chilly-Mazarin/Diéma**

Appui à la décentralisation (formation des élus, des agents de l'administration et de la société civile)

**Conseil Général de l'Allier/ Cercle de Niafunké**

Formation de fonctionnaires et élus maliens

**Conseil Général de l'Essonne/ Cercle de Douentza**

Formation des élus et administrateurs des communes rurales

**Conseil Général d'Ille et Vilaine/ Région de Mopti**

Décentralisation : formation des élus et des cadres

**CG du Morbihan/ Région de Kidal**



Formation des élus et des cadres techniques de la région, des cercles et des communes de Kidal

**CR Ile-de-France/ Assemblée Régionale de Kayes**

Appui Institutionnel : Formation du personnel et des élus de l'assemblée

**CR Nord-Pas-De-Calais/ AG de Kayes**

Formation avec le CORENS (collectif régional pour la coopération Nord-Sud et l'Union des Communes du Cercle de Diéma

Formation et alphabétisation des élus du cercle de Diéma

**Communauté Urbaine de Bordeaux/ Bamako**

Cycle de formation des formateurs des secrétaires généraux, formation des maires

**Draveil/Sandaré**

Appui à la décentralisation : formation des élus/alphabétisation

**La Fouillouse/Sio**

Formation informatique ???

**La Talaudière/Somadougou**

Appui institutionnel : Formations

**La Verrière/Diabigué**

Participation au financement de la formation des élus

**Maurepas/Mopti**

Formation du personnel de la Mairie (Secrétaire Général directeur financier, Directeur des services techniques, 3 agents maliens (finances, D.R.H, informatique)

**Montreuil/Yélimané**

Formation des élus et cadres

**Montreuil 2/ Cercle de Yelimane-PADDY**

Formation continue

**Pontcharra/Dembella, Benkadi, Jlendio, Fella**

Appui formation des cadres et élus et informatisation des maires

**Roncq/Sélinkégnny**

Formation des élus du village au conseil municipal de la commune de Bafoulabé

**Saumur/Sansanding**

Volonté locale de mise en place d'une intercommunalité ; concertation et formation des élus et agents des collectivités locales

Autres types de partenariats :**Conseil Général de l'Ain :**

Pas de partenaires particuliers. Réalisation, de projet en fonction de ceux soumis pas les ONG  
Financement d'actions de formation de 76 responsables

**AIMF/Bamako (District)**

Formation de cadres municipaux (40)

**AIMF/Gao (commune)**

Formation de cadres municipaux

**AIMF/Kayes (commune)**

Formations de cadres municipaux

**AIMF/Mopti (commune)**

Formation de cadres municipaux

**AIMF/Sikasso (commune)**

Formation de cadres municipaux

**Marolles-Les amis du Jumelage/Lakamane**

Formation des élus